

Les bruits de bottes résonnent à nouveau à l'est du Congo

GRANDS LACS Des ex-rebelles sont de retour via l'Ouganda

Alors que la mise en œuvre de l'accord conclu à la veille du Nouvel An sous l'égide de la conférence épiscopale tarde à se mettre en œuvre, de nouvelles menaces se profilent à l'est du Congo : le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, a dénoncé une incursion d'anciens rebelles, membres du M23, qui auraient quitté leur cantonnement en Ouganda pour pénétrer en territoire congolais, dans la localité d'Ishasha. Selon lui, sept de ces hommes, dotés d'armes légères, des fusils A47, auraient été arrêtés dans la bourgade de Kisoro, en face de la localité de Bunagana en territoire congolais. Ces informations ont été confirmées par le ministre congolais de l'Information, Lambert Mende, qui a rappelé que ces hommes avaient été enregistrés comme réfugiés en Ouganda et que, cantonnés dans le camp de Bihanga, ils n'auraient pas dû avoir la possibilité de traverser la frontière.

Les forces armées congolaises, présentes au Nord-Kivu, auraient stoppé l'avancée de ces 200 rebelles. Les sources congo-

laises assurent que ces hommes seraient dirigés entre autres par Sultani Makenga, le chef du M23 en 2013, que l'on disait cependant très malade...

Du côté ougandais, on confirme que des armes auraient été saisies sur la frontière congolaise, mais en assurant que l'Ouganda n'aurait pas autorisé d'opération du M23 au départ de son territoire.

« Jeu dangereux »

Pour sa part, le ministre congolais des Affaires étrangères Léonard Okitundu accuse l'Ouganda « de jouer un jeu dangereux » et rappelle que si de nombreux contacts ont eu lieu entre ces combattants et les autorités de Kinshasa, ces hommes n'ont jamais voulu revenir.

Rappelons que c'est en novembre 2013, à l'issue de la victoire des forces armées congolaises contre les rebelles tutsis du M23 avec l'aide de la Monusco et de la Brigade d'intervention africaine, que 1.500 hommes, qui avaient initialement été soutenus par le Rwanda, s'étaient repliés sur l'Ouganda où ils avaient

été désarmés et cantonnés. L'accord-cadre d'Addis Abeba, conclu par la suite, avait prévu le retour des réfugiés et l'amnistie des hommes en armes, mais ces promesses ne s'étaient pas concrétisées et ces combattants aguerris étaient demeurés une sorte de force de réserve, régulièrement soupçonnée de vouloir s'engager dans l'un ou l'autre des conflits de la région. C'est ainsi que, voici quelques semaines, des membres de l'ancien M23 et des Banyamulenge (Tutsis congolais) avaient été accusés de s'infiltrer au Congo au départ de l'Ouganda, moins pour déstabiliser le pays de Kabila que pour rejoindre, au départ du Sud-Kivu, la frontière burundaise afin d'y ouvrir un autre front contre le régime du président burundais Pierre Nkurunziza.

Par ailleurs, les incertitudes qui pèsent sur la situation au Congo ravivent toutes les craintes et il est régulièrement question de reprise des combats par les rebelles hutus rwandais FDLR ou les rebelles ougandais ADF Nalu... ■

COLETTE BRAECKMAN